

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 7 OCTOBRE 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI -

0,50 F

EDITORIAL

Liban : les chrétiens victimes de leurs sœurs d'hier

Les bombes syriennes tombent toujours sur Beyrouth, mais elles sont accompagnées maintenant des tirs de canons depuis des navires de guerre israéliens.

Israël vient en effet d'attaquer par mer un quartier tenu par les palestiniens et les syriens.

De tous côtés des hommes sont tués ou blessés à cause d'un jeu politique dont ils ne sont finalement maîtres. Car ceux qui dirigent ces combats ne sont en aucune façon les défenseurs des intérêts réels des populations concernées.

Le rythme et l'intensité des combats sont déterminés froidement par ces dirigeants en fonction d'un jeu politique qui n'est absolument pas placé sous le contrôle d'aucun peuple de cette région du monde. Ces peuples servent de moyens, de pions, dans un vaste marchandage qui se déroule tantôt aux USA tantôt en URSS.

Cela dit, il faut relever l'attitude hypocrite de la grande presse et des gouvernants face aux bombardements syriens.

Les bonnes âmes et les politiciens et les journalistes réactionnaires qui versent des larmes de crocodiles sur le sort des chrétiens du Liban sont bien mal placés pour le faire. Car ce sont les mêmes qui, il y a quelques mois, appelaient de leurs vœux ou soutenaient l'intervention syrienne au Liban. Alors, cela allait dans le sens des intérêts que ces gens là défendent vraiment. A cette époque les troupes syriennes venaient au secours des mêmes phalangistes chrétiens qu'ils combattent aujourd'hui. Palestiniens et Libanais progressistes de gauche non seulement tenaient tête aux conservateurs des Phalanges, mais les repoussaient et menaçaient de les vaincre totalement.

Cela a suffi pour que tout le monde réactionnaire, les protecteurs de la propriété privée, se sentant menacés, confient à la défense de la dite propriété privée aux armes syriennes. Car derrière les troupes palestiniennes et libanaises progressistes, il y avait tout le monde des pauvres ouvriers et paysans libano-palestiniens armés, pour une fois.

Ce sont bien les bourgeois et les pleurnicheurs d'aujourd'hui qui ont voulu des troupes syriennes pour écraser ou limiter l'influence des palestiniens et pour désarmer la gauche libanaise.

Alors aujourd'hui ils feraient mieux de se taire quand leur champion utilise la situation en faveur de ses propres intérêts.

GUADELOUPE

ECOLE NORMALE : ELEVES ET PROFESSEURS DANS LA RUE

Le jeudi 5 octobre plusieurs dizaines d'élèves et de professeurs de l'Ecole Normale ont manifesté dans les rues de Pointe à Pitre.

Les élèves et professeurs entendaient ainsi protester contre les menaces d'asphyxie qui planent sur cet établissement.

En effet, en début d'année ils apprenaient que le concours de recrutement des élèves maîtres étaient supprimés, et qu'un volume de 80 heures d'enseignement leur était enlevé.

La conséquence ne se faisait pas attendre. Les 1000 jeunes inscrits à ce concours se voyaient renvoyer leurs dossiers, et il leur était conseillé de s'adresser à l'Ecole Normale de la Martinique. De plus deux enseignants qui dispensent depuis maintenant 5 ans la philosophie se voyaient affectés ailleurs et dans des disciplines ne correspondant pas à leur formation.

Suite aux nombreuses protestations de syndicats, de personnalités et d'organisations politiques le ministère accordait

24 places au concours de recrutement. Les élèves et professeurs de l'Ecole Normale estiment, et à juste titre, que ces 24 places sont insuffisantes. C'est cela qu'ils ont tenu à faire savoir à l'administration en manifestant jeudi dans les rues de la ville de Pointe à Pitre.

De l'avis de la commission départementale chargée d'étudier les besoins en enseignants ce sont 171 postes d'instituteurs qu'il faudrait en plus pour 1979.

Or, après avoir tout supprimé voilà que le ministère en accorde 24. Sur quoi s'est-il appuyé pour donner ces 24 places? Certainement pas sur les besoins réels. Il fallait faire un geste d'apaisement coûte que coûte, alors il l'a fait.

Mais que le ministère et l'administration coloniale se détrompent. Les enseignants, les élèves et leurs parents ne sont pas du tout décidés à se laisser abuser par ces gestes d'apaisement qui en définitive sont loin de régler les problèmes.

MARTINIQUE

OÙ EN EST LA RENTRÉE ?

DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES :

C'EST TOUJOURS LA PÉNURIE !

Trois semaines après la rentrée réussie du recteur Doumenge, tout est loin d'être normal.

Si au Lorrain les élèves ont fini par entrer dans les classes sans aucun matériel, dans d'autres écoles, divers mouvements montrent que les élèves se mobilisent sur les questions qui les touchent. Ainsi à Batelière, il y a eu grève le jeudi 28 pour protester contre le manque de professeur. Au lycée technique et au lycée mixte, là aussi il y a eu des mouvements de protestation des élèves. Au lycée Schoelcher les élèves protestent contre la diminution des places en internats et contre le fait que le proviseur ait fermé l'association socio-éducative.

Ainsi donc la situation est bien loin d'être celle dépeinte par Doumenge.

BIENTÔT, GREVE DES ENSEIGNANTS !

Le 20 octobre, les instituteurs et PEGC seront en grève à l'appel du SNI pour protester contre les attaques de l'administration contre les instituteurs suppléants.

En effet, on demande à ces enseignants titulaires du CAP, pour la plus grande part, de repasser un examen pour être titularisés. Plus grave, ceux qui enseignent avec le BE depuis dix ans (pour certains) n'ont même plus le droit de passer l'examen et doivent se présenter au bac.

J. BIDRAC

Directeur de publication : ~~XXXXXXXXXXXX~~
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Général du Journal : Pointe-à-Pitre N° 90
supplément au mensuel

Goyave (Gpe)

AU CEG : TOUJOURS PAS DE PROFESSEURS ! LES PARENTS EN COLÈRE !

L'association familiale de Goyave, qui a déjà violemment et avec juste raison protesté contre le manque de 8 professeurs au CEG de la commune n'a toujours pas obtenu satisfaction. Sur 15 professeurs dont l'établissement a besoin, il en manque 8, c'est un véritable scandale ! Alors que des dizaines de diplômés sont au chômage en Guadeloupe, le vice-rectorat se permet de laisser des établissements sans professeurs.

On ne peut se moquer du monde plus ouvertement ! En tous cas, si l'association familiale et les élèves n'obtiennent pas satisfaction, ils menacent de fermer l'établissement. Faudra-t-il qu'en plus ils aillent manifester en masse devant le vice-rectorat pour obtenir satisfaction ?

CAPESTERRE (Gpe)

BANANE : LES TRAVAILLEURS DE BUTEL EN GRÈVE

Mercredi 4 octobre, les travailleurs de l'habitation Butel, à Capesterre, se sont mis en grève. Ils protestent contre la discrimination qui est faite en matière de salaire entre les travailleurs : certains en effet sont payés pour 6 heures de travail et d'autres pour 8 heures alors que tous travaillent durant le même temps. Depuis longtemps déjà, après une grève, les travailleurs des plantations de banane avaient obtenu d'être payés pour 8 heures quel que soit le temps de travail effectué. Butel ne respecte pas l'accord.

Cette discrimination touche en particulier les femmes. Déjà il y a quelque temps les travailleurs de cette plantation s'étaient mis en grève contre cela. Butel leur avait alors promis de payer tout le monde pour huit heures. Il ne l'a jamais fait. Les travailleurs excédés ont alors décidé de "remettre ça". A l'heure où nous écrivons nous ne savons pas s'ils sont toujours en grève, mais en tous cas mercredi ils étaient bien décidés à lutter jusqu'à ce que satisfaction leur soit donnée.

Martinique

Victoire des employés de la SARA

Le mercredi 4 octobre, le personnel de la SARA a suivi une matinée de grève victorieuse. La raison de cette grève : une mise à pied infligée à un délégué CGT qui avait riposté aux propos vexatoires du médecin de la SARA. Devant cette mesure les grévistes ont exigé la levée de la sanction. A 11 heures c'était gagné. Les patrons ont reculé. Un bon exemple à suivre ailleurs.

GUADELOUPE

LE TELEPHONE NE RÉPOND PAS

20.000 abonnés du téléphone en Guadeloupe, 11.000 demandes en instance, "un réseau téléphonique complètement dépassé", un personnel insuffisant et travaillant avec de mauvais moyens techniques, voilà la situation désastreuse dans laquelle se trouve le téléphone en Guadeloupe d'après les propres déclarations du directeur départemental des postes et télécommunications.

Cependant les abonnés n'ont pas attendu les déclarations du responsable de ce service pour en connaître l'effroyable inorganisation, car c'est chaque jour qu'ils subissent les avatars du téléphone.

Bien souvent en effet, on éprouve les pires difficultés à obtenir une communication entre deux points de la Guadeloupe. Pourtant les abonnés devraient bénéficier d'un service de bien meilleure qualité vu les très lourdes notes téléphoniques qu'ils paient chaque mois ; car en Guadeloupe

le téléphone coûte cher !

En fait, si l'on est arrivé à une situation aussi catastrophique, cela est dû uniquement à l'imprévoyance de l'administration coloniale.

Celle-ci n'a rien fait pour perfectionner un réseau téléphonique en expansion permanente et fonctionnant avec des moyens techniques rudimentaires sensibles au moindre phénomène naturel par exemple.

La vérité est que l'Etat est toujours prêt à voter des crédits pour renflouer les fabricants d'engins de guerre, bombes, sous-marins nucléaires, etc..., mais quand il s'agit d'en voter pour améliorer un service public, il se montre beaucoup plus parcimonieux.

Ainsi les abonnés du téléphone en Guadeloupe devront attendre quatre ans avant d'avoir une amélioration dans le réseau !

Centre hospitalier de Pointe-à-Pitre : Un malaise qui nous concerne tous

A l'Hôpital Général, la mobilisation se poursuit. Pour protester contre le licenciement d'une secrétaire dont le travail donnait pourtant entière satisfaction, un rassemblement avait été prévu mardi. C'est environ quatre-vingts personnes qui se retrouvèrent mardi près du hall d'entrée, et une délégation fut reçue par le directeur. Devant les réponses dilatoires de celui-ci, une assemblée générale fut décidée pour vendredi 6 octobre, et une grève prévue pour mardi 10.

A l'heure où nous écrivons, nous ignorons ce que les travailleurs ont décidé au cours de cette assemblée générale. Mais il se pourrait fort que les travailleurs ne se contentent pas d'un mouvement limité, et qu'ils décident de se battre pour leurs principales revendications.

Le fonctionnement actuel de l'hôpital constitue en effet un véritable scandale. La plupart des services tournent avec la moitié du personnel normalement nécessaire : cela se traduit par une surexploitation des employés, obligés entre autres d'assurer de plus en plus de gar-

des (la nuit) et de soigner tant bien que mal les malades. D'après une estimation, c'est au moins 300 personnes (infirmières, aide-soignantes, agents de service, etc...) qu'il faudrait embaucher dans l'immédiat !

Par ailleurs, pour que cessent les licenciements abusifs, l'une des revendications qui s'imposent est la titularisation des auxiliaires.

Nous devons suivre avec la plus grande attention ce qui se passe au Centre Hospitalier de Pointe-à-Pitre. Du personnel en nombre suffisant dans chaque service, c'est là la garantie élémentaire pour que des soins sérieux soient apportés en cas de besoin à ceux qui font appel à l'hôpital. Et nous sommes donc directement concernés, car il n'existe pas une seule famille guadeloupéenne qui n'ait eu dans le passé à faire appel aux services hospitaliers, de même qu'il n'y a pas un seul habitant de ce pays qui puisse avoir la prétention d'affirmer qu'il n'aura pas recours quelque jour à l'assistance des personnels hospitaliers.

Fort-de-France

DES FEMMES AGRESSÉES

Il est un métier dangereux pour une femme : celui d'auxiliaire de surveillance. La municipalité de Fort-de-France vient en effet d'engager une équipe d'agents féminins chargées essentiellement de la sécurité des enfants à la sortie des écoles.

Mais dès la première semaine de leur prise de fonction, deux d'entre elles ont été agressées par des automobilistes coléreux. Le comportement de ces deux automobilistes est bien le reflet du mépris général avec lequel est considérée la femme

dans cette société. Les femmes y sont placées à l'arrière-plan et jouent les seconds rôles. Aussi n'est-il pas étonnant qu'un certain nombre d'individus bien persuadés de leur supériorité de mâles s'en prennent à des femmes qui ont le tort de remplir une fonction d'autorité, (ce qu'ils admettent fort bien d'un homme).

Il est certes plus facile d'agresser une femme qu'un gros costaud en uniforme. Et les risques sont moins grands pour ce genre de "supermâles" irascibles.